

METADONNEES

Intitulé exact : N/A

Alias : N/A

Thème : Libertés fondamentales

Mots-clés : Deuxième Amendement ; port d'armes

Résumé des faits :

En 1975, le District de Columbia adopte le *Firearms Control Regulations Act* afin d'interdire la possession individuelle, sauf exception, d'armes à feu et afin de réglementer les conditions de stockage à domicile des armes autorisées.

Robert A. Levy, activiste libertaire et professeur de droit constitutionnel, finance une action de groupe pour contester la constitutionnalité de ce texte.

Question(s) de droit :

Le Deuxième Amendement garantit-il le droit individuel de posséder une arme à feu ?

Solution(s) :

À la majorité de ses membres (5-4), la Cour Suprême considère que le Deuxième Amendement garantit le droit individuel de posséder et de porter une arme à feu. L'interdiction faite aux individus de posséder la plupart des armes à feu existantes et la réglementation stricte imposée à leur stockage (démontées ou bloquées) porte donc une atteinte excessive à ce droit.

Principe(s) dégagé(s) :

Tout en étendant le droit de posséder et porter une arme aux individus ne faisant pas partie des forces de police, des forces armées ou d'une milice, cette décision admet qu'il puisse être limité dans certaines circonstances.

Citation(s) importante(s) :

- Scalia (majorité) : « *Like most rights, the right secured by the Second Amendment is not unlimited. (...) Although we do not undertake an exhaustive historical analysis today of the full scope of the Second Amendment, nothing in our opinion should be taken to cast doubt on longstanding prohibitions on the possession of firearms by felons and the mentally ill, or laws forbidding the carrying of firearms in sensitive places such as schools and government buildings, or laws imposing conditions and qualifications on the commercial sale of arms. We also*



recognize another important limitation on the right to keep and carry arms. (...) We think that limitation is fairly supported by the historical tradition of prohibiting the carrying of “dangerous and unusual weapons” » [pp. 2816-2817]¹.

- Scalia (majorité) : « *The inherent right of self-defense has been central to the Second Amendment right. The handgun ban amounts to a prohibition of an entire class of “arms” that is overwhelmingly chosen by American society for that lawful purpose. The prohibition extends, moreover, to the home, where the need for defense of self, family, and property is most acute. (...) Whatever the reason, handguns are the most popular weapon chosen by Americans for self-defense in the home, and a complete prohibition of their use is invalid. We must also address the District’s requirement (...) that firearms in the home be rendered and kept inoperable at all times. This makes it impossible for citizens to use them for the core lawful purpose of self-defense and is hence unconstitutional* » [pp. 2817-2818]².
- Scalia (majorité) : « *Undoubtedly some think that the Second Amendment is outmoded in a society where our standing army is the pride of our Nation, where well-trained police forces provide personal security, and where gun violence is a serious problem. That is perhaps debatable, but what is not debatable is that it is not the role of this Court to pronounce the Second Amendment extinct* » [pp. 2822]³.

Postérité :

- Cette décision a immédiatement été contestée (notamment pour le raisonnement mené, dont l’artificialité a été rapproché de celui qui fonde la décision *Roe v Wade* de 1973), mais elle n’a jamais été renversée.
- Dans la mesure où le District de Columbia n’est pas un État à proprement parler mais une enclave fédérale, il a fallu attendre la décision *McDonald v City of Chicago*, 561 U.S. 742 (2010) pour que la Cour confirme que le Deuxième Amendement est incorporé aux garanties du Quatorzième Amendement et peut donc être invoqué à l’encontre d’un État fédéré.
- Les dernières décisions en date à ce sujet, *New York State Rifle and Pistol Association v Bruen*, 597 U.S. 1 (2022) et *United States v Rahimi*, 602 U.S. ____ (2024) ont raffiné le test applicable aux lois limitant la possession ou le port d’arme, en imposant que ces lois trouvent un « précédent historique » (*historical analogue*) dans des lois existants à l’époque de l’adoption du Deuxième Amendement (ou de son incorporation au droit

¹ « Comme la plupart des droits, ceux garantis par le Deuxième Amendement ne sont pas absolus. (...) Quand bien même nous ne engageons pas dans l’analyse exhaustive de l’ampleur exacte du Deuxième Amendement, rien dans cette décision ne doit remettre en cause les limites historiquement imposées à la possession d’armes à feu par les criminels et les personnes souffrant de troubles mentaux, les lois interdisant le port d’armes dans certains endroits sensibles tels que les établissements scolaires et les bâtiments gouvernementaux ou les lois imposant des conditions et des critères à la vente d’armes à feu. Nous reconnaissons par ailleurs une autre limite importante au droit de posséder et de porter une arme. (...) Nous considérons que cette limite est fondée sur une tradition historique d’interdiction des ‘armes dangereuses et inhabituelles’. »

² « Le droit essentiel à l’auto-défense est au cœur du Deuxième Amendement. L’interdiction des armes de poing équivaut à l’interdiction d’une catégorie entière d’armes’ qui est très globalement celle que la société américaine utilise dans ce cadre légal. Cette interdiction s’étend, de plus, au domicile, où le besoin de se défendre, de défendre sa famille et de défendre sa propriété est le plus important. (...) Quelle qu’en soit la raison, les armes de poings sont les armes les plus populaires en matière d’auto-défense au sein du domicile, et leur interdiction totale est inconstitutionnelle. Nous devons aussi nous intéresser à l’obligation faite par le District (...) que les armes à feu stockées à domicile soient rendues inutilisables. Cette condition rend impossible leur utilisation dans cet objectif essentiel d’auto-défense, et elle est donc inconstitutionnelle. »

³ « Certains, à n’en pas douter, peuvent penser que le Deuxième Amendement est désuet dans une société où les forces armées professionnelles sont la fierté de notre nation, où une police bien entraînée assure la protection de la sécurité personnelle de chacun et où la violence par armes à feu est une problématique grave. On peut en discuter, mais on ne peut discuter du fait que ce n’est à la Cour de considérer le Deuxième Amendement inapplicable. »



fédéré en 1868, date de l'adoption du Quatorzième Amendement). Sur ce fondement, la Cour Suprême a confirmé la constitutionnalité d'une loi restreignant la possession d'armes pour des individus considérés comme dangereux.

Références extérieures :

- [LEGRAND, Pierre, « Comment les juges de la Cour Suprême des États-Unis fabriquent des Constitutions : à propos de l'affaire *Heller* », *Cah. Just.*, n° 1, 2010, pp. 87-109.](#)
- [MALCOLM, Joyce Lee, « The Supreme Court and the Uses of History: *District of Columbia v Heller* », *UCLA Law Review*, vol. 3, n° 4, 2012, pp. 663-692.](#)
- [SOLUM, Lawrence B., « *District of Columbia v Heller* and Originalism », *Northwestern University Law Review*, vol. 56, 2009, pp. 1377-1398.](#)



© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)